L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : No 73, rue de Chartres, Entre les rues Bienville et Conti

NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 13 AOUT 1863.

NOUVELLE-ORLEANS :
JEUDI MATIN, 13 AOUT.

Ventes à l'encan de ce jour.

Par McCarron & Landry, au magasin d'encan Mécanic Institute, rue St-Charles, au bas de la draguer L. H. Place.

Par E. T. Montgomery, rue du Canal No 93,—Balle de graines de coton, ficelle, poêle, toile d'emballage, etc.

Par D. E. Murphy, 67, rue Magazine,—Corde de Manille.

Par J. B. Bourgeois, coin Magazine et Gravier,—Four neuf.

Par B. Booth, à 10 heures et à 12 heures et demie dans la rue des Magasins No 54,—Farine, pluie cédée, beurre, jambons, café, etc.

Par E. T. Montgomery, à 10 heures, en potcau No 28, Troisième District : Selle.—A 11 heures, en magasin d'encan, rue du Camp No 93 : café, tabac et graines.—A midi, à Pontchartrain Hotel : Selle.

Par F. F. F. Trinchard, à 10 heures, à son magasin d'encan, rue Gravier, No 42,—Marchandises diverses.

Par J. P. Boisseau, à 11 heures, en coin des rues Magazine et Gravier,—Café Rio, liqueurs, etc.

Le steamship Columbia.

Le steamship de la malle des Etats Unis Columbia, capitaine D. B. Barton, part ce matin à 8 heures, pour New York directement, avec un fort frêt et les malles.

Voici la liste de ses passagers :

E C Vanner et sa dame, A Ergis, Mme L B Hill, A G French, Mme Gilmore Patterson et son enfant, C Samory, Hector H Randall, Mlle Hennie Demorest, capitaine W Watkinson, capitaine E C Baker, lieutenant colonel W Dey, Rév H L Bray, Mme W Scull et 2 enfants, lieutenant Thos Higgins, Mlle A Kelly, S G Brower, Mlle J Fraser, M Sawrin, Mme Golden et 2 enfants, C C Simpson, M Krause, F G Blanenthal, Mme C Grandmaison, Mme H A Goodrich, Mme M Burke et sa fille, Monsieur J D Scott, lieutenant W J Galvan, lieutenant Jas Sullivan, lieutenant Jas Kelly, lieutenant E Tousarth, colonel J A Sawtell, capitaine S Warrin, capitaine W Smith, Jos Breyfus, A Woods, sa dame 3 enfants et une servante, John Hurly et sa dame, Jos Mayhew, W Goodlaw, Jno Wood, W E Sharp, Jno McGuire, L B Foster, S C Thompkins, Ed Fox, Jno Bugard, Jas Gifford, capitaine Samuel Brevoort.

Une mauvaise suggestion.

(Du *New York Express* du 31 juillet.)

La *Tribune* de Chicago, organe républicain de l'école exterminatrice, comme la *Tribune* de New York, dit :

" Le tirage sera exécuté à New York—Trente mille baïonnettes fédérales prévaudront sur une magistrature locale corrompue, sur un gouverneur qui trouve le temps d'ourdir des conplots avec des hommes d'iniquité et de sang et sur un préfet qui n'a d'autre titre au respect que son grand âge. Ils apprendront que le Congrès et le président des Etats Unis sont supérieurs à tous les juges de paix, à tous les commandants de milices d'Etat, et à toutes les généralissimes du clergé et de ses adhérents. Le tirage sera exécuté avec la cordiale approbation de la population ; néanmoins, l'assistance armée de 10,000 hommes qui jusqu'à présent se sont abstenus, pour une raison ou pour l'autre, de coopérer avec les soutiens de la cause nationale et loyale."

Quand le New-York Chicago, journal démocratique, fut supprimé, cette même fanatique *Tribune*, nous nous le rappelons, employa le même langage, en ce qui concernait l'exécution de la loi, mais que la loi, en cette circonstance ne fut pas une loi, mais simplement un édit du général Burnside.

Le peuple, dans cette occasion, se rassembla devant les bureaux du *Times* et se montra résolu à ne pas permettre l'exécution de l'édit. Des troupes, en conséquence furent mandées à Chicago pour disperser la populace et mettre l'ordre à la exécution. Mais, dans l'intervalle le président révoqua prudemment l'ordre malheureux et calma ainsi une émotion populaire qui aurait produit une émeute sanglante, si non une révolution.

Avec ces souvenirs encore tout frais dans sa mémoire, il n'est pas trop possible que le président-prêtre maintenant l'oreille aux exterminateurs qui le pressent de nouveau d'envoyer 30,000 baïonnettes fédérales à New-York. Les fanatiques qui l'avaient forcé dans cette bagarre de Chicago, nous le voyons avec plaisir, ne pourront le pousser à des mesures qui provoqueraient à New-York de nouveaux désordres.

Nous abhorrons aussi ceux qui en sont les promoteurs et les instigateurs, à quelque rang qu'ils puissent, ou qu'ils aient pu occuper dans la république. Pour nous, ils occupent tous le même niveau et sont tous également exposés à la juste condamnation de tous les hommes qui aiment véritablement leur pays, sa liberté, sa paix et sa prospérité.

LA LOI DE CONSCRIPTION EXECUTÉE SUR DES RUINES.

Le *Post* de New York confirme de son côté en ces termes ce que dit de la *Tribune* de Chicago à propos du tirage :

Il est maintenant bien entendu que le gouvernement est décidé à faire exécuter la loi de conscription dans cette ville et que l'opération aura garantie par la présence d'une force militaire compétente. Il n'y aura plus d'autres temporisations avec la multitude, mais la somme des forces qui seront mises en requisition, dépendra entièrement des besoins de la circonstance et incidemment de certains arrangements en voie de progrès et dont il n'est pas nécessaire de parler.

Les assertions d'un journal du matin relatives à des conversations qui auraient eu lieu entre le juge avocat-général de cet Etat et le maréchal-prévôt-général Fry, et où il aurait été reconnu que l'enrôlement à New York était excusé à cause de l'esprit démocratique de cette ville, sont déclarées fausses et non mairelliantes. Le maréchal-prévôt-général connait tous les faits.

Il a été décidé que le tirage dans les districts où les offices d'enrôlement ont été brulés ne sera retardé en aucun cas par défaut de local convenable. Au contraire l'intention actuelle des autorités est de faire procéder au tirage sur les ruines des bâtisses démolies.

Liste des tués et blessés Louisianais

Du l'ancien Bataillon d'Artillerie d'Orléans.

On nous communique la liste suivante qui comprend les tués et les blessés des compagnies A, C, D et E du 23me régiment de la Louisiane, servant l'artillerie de siège à Vicksburg. Cette liste comprend les pertes éprouvées du 18 mai au 3 juillet 1863. Ces compagnies se composaient des membres de l'ancien bataillon d'artillerie d'Orléans. Le colonel Herrick qui commandait le régiment a été tué, et le lieutenant colonel Westphens a été blessé.

Compagnie A, capitaine S. Jonas—Il n'y a qu'un soldat, non inconnu, légèrement blessé.

Compagnie C, capitaine F. Gomez.—Tués : capitaine Gomez, lieutenant Lehmann, sergent S Botodord, soldats L A Bodier, L Bonet, C. Wolf, J Dantel, F C Ocott ;—blessés : 1er sergent Ornott, légèrement, caporal W. Welschann légèrement, soldats Geo. Koun, grièvement, L A Villemont légèrement, P Bonnet, Léon Michot, Auguste Pinot, L Anglade, tous légèrement.

Compagnie D (Tigers No 2) capitaine Chas Triard—Tués : sergent Jas Hanglin, caporal C. Fleischubig, soldats L. A. Revoil, Bernard Fabiani, Octave Lamarié, E. N. Johnston (noyé) ;—blessés : P. Petrie, grièvement, M. J. Beckly, légèrement, J. F. Magnon, grièvement, J. Lavinson, légèrement, Jules Molaisson, grièvement, B. Robinson, légèrement.

Compagnie E, capitaine Ch. Pla.—Pas de tués.—Blessés : lieutenant Celles légèrement, caporal A. Bachemin, do, soldat M. Pitard, grièvement, E. Marchand, légèrement.

—Une pénible découverte vient d'être faite à Vicksburg au milieu des lignes de fortifications. Un certain nombre de soldats fédéraux étaient occupés à la répression de la fort rebelle qui a été détruit par l'explosion d'une mine le 3 courant. Pendant leur travail, ils ont mis à découvert environ soixante cadavres enterrées sous les ruines du fort. Il paraît que tandis que, les esperons minaient déjà ta à l'ouvrage dans le noyau de la mine et au moment où ils allaient se retirer avant de mettre *le feu* à la mèche, une centaine de soldats rebelles étaient occupés à établir le fourneau d'une contre-mine sous les remparts du fort. Lorsque la mine fédérale fit explosion, tous les travailleurs rebelles furent donc ensevelis sous une masse de terres et de décombres. Quelques-uns furent tués sur le coup, d'autres enterrés vifs. Plusieurs des cadavres exhumés sont affreusement défigurés, ensuite que d'autres sont à peine reconnus. Deux têtes du soirs ont été exhumées ainsi : elles étaient entièrement détachées des corps, et ceux-ci n'ont pas été trouvés. Les cadavres sont déterrés avec de grandes précautions ; on en trouve qui sont encore habillés de gris, d'autres de bleu, et le spectacle que tous ces malheureux présentent est des plus pénibles à contempler.

Courrier des Etats Unis.

—Dans le sud Etat du Maine, plus de vingt ministres protestants ont été dégradés par le sort pour servir le drapeau fédéral. Tous les rites sont représentés dans ce nombre. On y voit des congrégationalistes, des baptistes, des méthodistes, des presbytériens, etc, etc, etc., toute la kyrielle des sectes protestantes et autres. On ne dit pas combien d'entreux ont refusé de recourir à l'*emploi du sang* pour s'exempter du service.

SOLDATS DE COULEUR.—Nous lisons dans une correspondance de Baltimore, adressée à l'*Evening Post* de New-York, sous la date de 29 juillet :

Voici ce qui vu, une ancon dente, la correspondance échangée entre le colonel Birney et le major Chapman, concernant les soldats de couleur dont nous rapportons avec la tirage. Le gouvernement fédéral offre de payer à chaque homme qui sera mis de contingent dans chaque district. Il y aura certainement de gens dans notre Etat qui seront prêts à offrir leurs nègres esclaves comme leurs remplaçants, et d'avance on peut prédire combien de nègres libres qui peuvent offrir des hommes pour remplacants et ces hommes sont tous prêts à servir pour des nègres sur la prime d'un nègre qui vaut bonne que la prime d'un blanc. Mais nous ne pensons pas que cela soit juste ou légal pour un homme de la même classe de posséder un nègre qui n'est devenu libre que par les règlements de guerre et d'un autre nègre qui n'est pas libre, puisqu'il servant comme remplaçant au contingent. Mon opinion est que le gouvernement fédéral n'a pas l'intention de permettre une pareille injustice. Il n'est pas probable qu'il y ait rien d'officiel, excepté que la proclamation à la guerre pour trois années comme régiment maryllandais, si Baltimore veut leur accorder la prime, et après la guerre les survivants consentiront à s'établir dans le Maryland. Que pensez-vous de cela ?

ECHANGE DE PRISONNIERS.—Le colonel Laddow, ci-devant commissaire pour l'échange des prisonniers, est allé de retour de la Jamès River où il a été remplacé par le nouveau commissaire le général Sol. A. Meredith, de la Pennsylvanie. On pense qu'un cartel sera bientôt convenu entre le nouveau commissaire et M. Ould, par lequel l'échange des prisonniers sera lieu comme de coutume. Les rebelles sont probablement plus anxieux de reprendre le système d'échange que nous mêmes. Ils ont, en plusieurs cas, violé leur parole ; un officier, par exemple, mis sous parole par Grant, ayant été capturé dans une escarmouche du vendredi, près de Manassas Gap. Il est ici en prison et il sera fusillé, si les faits allégués sont exacts.

[*Correspondance de Washington*]

ENCAN ET COMMISSION.—Nous appelons l'attention du public sur l'annonce de M. Bernard Turpin, dont le nom est si honorablement connu sur notre place. Il s'occupe d'affaires d'encan et de commission. Son bureau est rue de la Vieille Levée No 93, entre St-Louis et Conti.

GRAND CONCERT AU COLISÉE.—Il y aura ce soir au café du Colisée, 59, rue Bienville, un grand concert.—Voir l'annonce.

CHRONIQUE LOCHLE.

ENNEMIS ENREGISTRÉS.—Le journal officiel d'hier soir a publié l'annonce suivante :

Aux ennemis enregistrés.

Avis.—La goélette *Alice McGuigin* partira, sous drapeau parlementaire, pour Pascagoula, samedi, 15 du courant, à midi, du Nouveau Hasin, dans le but d'y transporter les ennemis enregistrés. Ceux qui ont été inscrits pour être transportés à d'autres latitudes et qui n'ont pas encore quitté la ville devront s'adresser au bureau du Maréchal Prévôt de la Nlle Orléans, dans la rue Carondelet, No 67, vendredi, 14 du courant, vers midi, et s'y faire inscrire pour être transportés par la susdite goélette.

Par ordre du brig. gén. JAMES BOWEN,
Maréchal Prévôt Général,
C. W. KILBORN,
Maréchal Prévôt de la Nlle Orléans.

QUERELLE DOMESTIQUE—Un jeune homme, comparaissait, hier matin, devant le Prévôt, sous prévention de voies de fait. La plainte était formulée par une belle jeune femme qui, d'une voix émue, supplia le magistrat d'exiger un cautionnement pour répondre de la bonne conduite de l'époux ; celui ci, dit-elle, l'avait maltraitée et, la veille même, l'avait frappée plusieurs fois.

Dans le contre-examen que lui fit subir l'avocat de la défense, M. Mandiverri, elle déclara qu'elle vivait avec le jeune homme en respect que son mari avec indignation avait jamais dit qu'elle était gagner sa vie dans la rue s'il ne travaillait pas et ne subvenait pas à ses besoins.

L'accusé répondit qu'il ne la tracasserait plus qu'elle aurait libre de faire ce que bon lui semblerait, qu'il ne prononcerait pas une seule parole pour l'empêcher de se jeter dans le fleuve. " Il promet tout cela ici, s'écria la jeune femme, mais il ne le dirait pas ailleurs."—Le magistrat a exigé un cautionnement de cent piastres.

MORTALITE—Le Bureau de Santé annonce, dans son rapport officiel publié hier, qu'il y a eu cent soixante seize décès dans les limites de la Nlle-Orléans, dans la semaine expirée le 9 du courant.

Les maladies qui ont fait le plus de victimes sont : la diarrhée chronique, 25 ; les affections pulmonaires, 20 ; la dysenterie, 12 ; et la diarrhée, 8.

Nationalité—France, 1. Allemagne, 9 ; Irlande, 11 ; Italie, 1 Suisse, 1. Etats-Unis, 75 ; non déclarés, 77.

Il est mort trente-deux nègres et un mulâtre.

COUR PREVOTALE—Mercredi matin—Un propriétaire qui avait négligé de se conformer à l'ordonnance, No 341, du Conseil municipal, a compris par centaines. A été condamné à cent piastres d'amende.

James Adams dont le cheval avait traversé beaucoup trop vite la rue Jackson, a dû acquitter une amende de quinze piastres. Adams n'était pas, dans le moment, aussi sobre qu'il aurait dû l'être.

Adele, femme de couleur, qu'un jeune garçon d'un teint plus foncé qu'elle accusait de vol de crinolines, a été envoyée en prison pour un mois. On a découvert également des cuillers, des fourchettes en argent, etc. dans la chambre de la femme de couleur. Deux blanches sont venues déclarer, en rougissant, que les crinolines leur appartenaient.

Geo Fisk et Robert May ont été traduits devant le magistrat sous prévention de faux. M. Meister a déclaré que la maison Schmids & Ziegler, à laquelle il est attaché, avait été prévenue que de fausses traites portant la signature de M. Heideman, marchand de comestibles, étaient en circulation. Fisk en acheta une pour la somme de cent vingt-cinq piastres, et comme c'était une desfausses, on le garda prisonnier.

Il affirma d'abord qu'il l'avait achetée pour des billets confédérés, mais désigna ensuite May comme étant l'homme qui l'avait chargé de la vendre et lui recommanda de dire qu'il l'avait achetée quatre cents piastres en billets confédérés. May dia avoir jamais connu Finck. On les emprisonna tous deux.—M. Bower, de la maison Bower et Garner, a déclaré que May était venu lui offrir une traite portant la signature de M. Heideman et quand le témoin proposa d'envoyer son commis s'assurer, auprès de M. Heidman, si la traite était bonne, le prisonnier répondit qu'il ne le pouvait pas, qu'il n'avait pas encore dîné, il ne repartit plus.

—Finck, appelé comme témoin, a déclaré qu'il connaissait May depuis quelque temps[qu'ils avaient tous deux servi dans l'armée confédérée et étaient revenus ensemble dernièrement ; que May l'avait chargé de vendre la traite et lui avait recommandé de dire qu'il l'avait achetée pour des billets confédérés, qu'il avait fait signer à M. Heideman une lettre dans laquelle il demandait un emploi de policeman et que c'est par ce moyen que May est la signature—Il a été également établi que May s'était fait appeler Fisher— May a été déclaré coupable et condamné à deux ans de prison. Finck ayant servi de témoin a été relaché.

EDITION D'HIER SOIR.

Opinions européennes sur la bataille de Gettysburg.

On témoignait dans toutes les classes, en Angleterre, une grande anxiété à l'égard des nouvelles d'Amérique, celles reçues par le *Bohemian* ayant laissé les affaires indécises.

Le Morning Post, de Londres, établit un parallèle entre la bataille de Gettysburg et celle d'Antietam, et il dit : "Car toutes deux auront à la même époque marqué le commencement et la fin de l'invasion par les gens du Sud. Les soldats du Nord combattent certainement mieux sur leur propre sol, car excepté dans cette terrible occasion où il s'est battu, il n'a jamais disputé le terrain avec tant de fermeté en tant contre leurs antagonistes du Sud."

Le *London Telegraph* pense qu'on doit reconnaitre au général Meade plus de mérite qu'à aucun autre commandant fédéral ; car il n'a pas eu à combattre un corps d'armée, mais un grand corps changé le caractère du conflit.

Le *London Globe* dit que le général Meade a combattu sur la défensive avec fermeté et avec habileté, mais que la victoire n'a pas encore été gagnée.

Le *London Times* passe en revue la situation des deux armées. Les mouvements du général Meade, dit-il, ont été probablement plus rapides que les confédérés ne s'y attendaient. Il est clair que la position des deux armées est très critique pour chacune d'elles, et qu'aucun autre mouvement important ne peut avoir lieu ni d'un côté ni de l'autre jusqu'à ce que la question soit décidée de façon ou d'autre. La lutte principale est encore à venir, et les prochains jours seront voir dans les résultats des trois jours de combat rien qui justifie les espérances anticipées du Président.

Si ces trois jours de combat ont seulement donné le temps aux Confédérés de ramasser leur force dans un but d'attaque, et que le général Meade ait contre lui la supériorité du nombre, le résultat peut à peine être douteux, et si le général fédéral est sérieusement battu, il n'y a rien qui empêche le général Lee de faire ce qu'il voudra en Pennsylvanie et dans le Maryland.

Le correspondant à New York du *Times* de Londres, écrivant à la date du 3 juillet, continue ses commentaires sur la remarquable apathie de New-York :

Le *British Army and Navy Gazette* dit que probablement le cours des événements sera déterminé par le résultat de la bataille du 3 juillet, et de là dépendra soit la chûte de Washington, soit la retraite de Lee en Virginie, avec la perte du beaucoup d'hommes, mais avec une grande prodigieuse de fournitures précieuses et de butin. Lee ne peut rester inactif, et s'il a trouvé que Meade était trop fort pour l'attaquer de nouveau, il s'éloignera des milices fédérales et des volontaires qui s'amassent autour de lui.

Le 17 juillet, dans la chambre des Communes, lord E. Cecil a demandé au chancelier de l'Echiquier s'il était prêt à proposer l'allocation d'une compensation au capitaine Blakely pour la perte occasionnée par la détention sans cause du navire Gibraltar (l'ancien Samter), par le simple motif qu'il était destiné à servir la cause des Etats Confédérés ; et il a demandé si le gouvernement voulait déposer sur le bureau les témoignages ou l'information qui avaient servi de guide à sa conduite. Le noble Lord a dit qu'il ne verrait nulle part de capitaine Blakely s'élevait de vingt à trente mille livres. Si le plaintif aussi de ce que le gouvernement connaissait à servir d'instrument, à M. Adams, le ministre américain.

Le Chancelier de l'Echiquier a dit que des personnes s'intéressant au Gibraltar avaient adressé des demandes au gouvernement pour savoir si l'expédition des canons du capitaine Blakely occasionnerait la détention du batiment, et que le gouvernement n'avait reçu aucun avis qu'elles eussent subi la perte que le noble Lord paraît avoir imaginée. Il serait irrégulier de déposer sur le bureau de la Chambre des témoignages sur lesquels le gouvernement a basé sa conduite. Le Chancelier a repondu à l'interrogation que le gouvernement n'avait été influencé par aucune pression exercée par le ministre américain.

Affaires d'Amérique.

VUES PROBABLES DE LA FRANCE ET DE L'ANGLETERRE.

La correspondance suivante a été adressée de Washington à un journal de New York :

Washington, 30 juillet.—La dernière malle d'Europe nous donne des nouvelles de la grande crise qui nous menace. Un article du correspondant du *London Times*, en outre des procédures ouvertures de médiation dans les affaires d'Amérique, que Napoléon aurait adressées au cabinet anglais. Il n'est pas probable qu'il y ait rien d'officiel, excepté que la réponse de ce cabinet soit connue aux Tuileries. Cependant, le défaut de forme officielle sur un sujet important ne dérouta pas l'assertion faite par le correspondant Anglais et plus récemment par MM. Roebuck et Lindsay, à la Chambre des Communes. Cela prouve simplement que l'action des cabinets européens, relative aux affaires d'Amérique, n'est pas si avancée qu'on avait pu le croire—chose importante, si nous considérons l'effet que nos derniers succès auront sur la détermination future de la France et de l'Angleterre.

Si, néanmoins, ces succès ne sont pas suivis de symptômes de faiblesse dans le Sud ; si les rebelles continuent avec énergie leurs opérations de guérillas sur les rives du Mississippi ; si Lee n'est pas battu ; si Richmond continue à se garder ; si Charleston et Mobile continuent à offrir un abri aux corsaires et aux coureurs de blocus ; si les Etats de l'Ouest sont toujours inquiétés par des invasions rebelles ; si, battus sur un point, les confédérés, comme les Polonais, reparaissent sur un autre, portant la dévastation et la mort sur leur chemin, prouvant par leur résistance obstinée l'impuissance du Nord à les réduire, alors vous pouvez être assuré que des efforts d'intervention seront faits par les cabinets européens; ils se présenteront ou comme médiateurs ou comme amis du Sud ; ils proposeront un armistice, et, en dernier ressort, reconnaîtront la Confédération.

C'est une maxime assez bien établie en Europe que l'action des puissances étrangères en Amérique ne sera pas basée sur la puissance du Nord à mettre un terme à la rébellion, mais sur la résolution des confédérés à défendre leur liberté et leur domaine. Un personnage haut placé, arrivé récemment d'Europe, m'a dit qu'en dépit de ce que le Nord pourrait faire pour la conquête du Sud, nos succès matériels ne prouveraient que peu d'effet en Europe, aussi longtemps que le Sud montrera la même détermination et la même unanimité de sentiment à défendre son territoire. Dans ce cas, les cabinets étrangers ne mesureront pas la résistance à l'infériorité des ressources, ni même aux pertes que le Sud pourra éprouver dans la guerre ; ils ne compteront que la population du Sud développera dans la continuation de la lutte.

Si je suis bien informé, il y a en France et en Angleterre une tendance à assimiler la position du Sud à celle de la Pologne qui, dépouillée des deux tiers de ses anciennes possessions, et réduite à un simple duché est encore considérée par ses droits constitutionnels, par la magnanimité et le courage dont elle a fait preuve dans sa résistance à la Russie, comme ayant droit à une existence nationale, distincte et séparée. Dans ce cas l'opinion des deux nations, n'est pas basée sur la somme de puissance dont les Polonais disposent, mais sur un simple droit moral. Le gouvernement intéressé dans le code des nations sous le nom d'indépendance des nationalités. Le principe, en vertu duquel la France et l'Angleterre sont déterminés à agir, une fois connu, il n'est pas difficile de voir quelle sera leur politique à l'avenir.

L'Angleterre pourra attermoyer toute action dans nos affaires aussi long-temps qu'elle jouira du privilège de transporter pour nous nos marchandises, aussi long temps qu'elle nous fournira du matériel de guerre, qu'elle construira des steamers confédérés qu'elle procurera à la Confédération toutes sortes d'objets manufacturés au moyen de ses coureurs de blocus, et en un mot aussi long temps qu'elle fera de l'argent en exploitant nos querelles. Ces considérations la porteront indubitablement à protéger les colonies de l'empereur des Français, non à cause de son manque de sympathie pour le Sud, mais à cause des souffrances qu'éprouverait l'échiquier par suite d'une cessation de la guerre. Mais vienne une diminution du commerce anglais, une menace sérieuse d'invasion du Sud, mais que Charleston, Mobile et Savannah tombent entre les mains des Fédéraux et vous verrez le cabinet Anglais, sinon reconnaitre le Sud, au moins mettre à sa disposition toutes les ressources que son immense puissance commerciale, sous la forme de navires blindés, de corsaires rapides, qui ne sont pas encore sortis par la simple raison que le ministère anglais a toute confiance dans la force du Sud à anéantir le Nord à composition sans la coopération d'aucune puissance européenne.

Le cabinet naturellement fermera les yeux sur toute transaction de cette nature, et, comme dans le cas de l'Alabama, fera valoir son innocence. De cette manière, il servira le Sud plus efficacement que par une guerre ouverte, et ceux qui ont confiance en cette politique pourront faire en Angleterre les agents du gouvernement fédéral.

Si j'ai suis bien informé, il y a en France et en Angleterre une tendance à assimiler la position du Sud à celle de la Pologne qui, dépouillée des deux tiers de ses anciennes possessions, et réduite à un simple duché est encore considérée par ses droits constitutionnels, par la magnanimité et le courage dont elle a fait preuve dans sa résistance à la Russie, comme ayant droit à une existence nationale, distincte et séparée. Dans ce cas l'opinion des deux nations, n'est pas basée sur la somme de puissance dont les Polonais disposent, mais sur un simple droit moral. Le gouvernement intéressé dans le code des nations sous le nom d'indépendance des nationalités. Le principe, en vertu duquel la France et l'Angleterre sont déterminés à agir, une fois connu, il n'est pas difficile de voir quelle sera leur politique à l'avenir.

L'Angleterre pourra attermoyer toute action dans nos affaires aussi long-temps qu'elle jouira du privilège de transporter pour nous nos marchandises, aussi long temps qu'elle nous fournira du matériel de guerre, qu'elle construira des steamers confédérés qu'elle procurera à la Confédération toutes sortes d'objets manufacturés au moyen de ses coureurs de blocus, et en un mot aussi long temps qu'elle fera de l'argent en exploitant nos querelles. Ces considérations la porteront indubitablement à protéger les colonies de l'empereur des Français, non à cause de son manque de sympathie pour le Sud, mais à cause des souffrances qu'éprouverait l'échiquier par suite d'une cessation de la guerre. Mais vienne une diminution du commerce anglais, une menace sérieuse d'invasion du Sud, mais que Charleston, Mobile et Savannah tombent entre les mains des Fédéraux et vous verrez le cabinet Anglais, sinon reconnaitre le Sud, au moins mettre à sa disposition toutes les ressources que son immense puissance commerciale, sous la forme de navires blindés, de corsaires rapides, qui ne sont pas encore sortis par la simple raison que le ministère anglais a toute confiance dans la force du Sud à anéantir le Nord à composition sans la coopération d'aucune puissance européenne.

Le cabinet naturellement fermera les yeux sur toute transaction de cette nature, et, comme dans le cas de l'Alabama, fera valoir son innocence. De cette manière, il servira le Sud plus efficacement que par une guerre ouverte, et ceux qui ont confiance en cette politique pourront faire en Angleterre les agents du gouvernement fédéral.

Si j'ai suis bien informé, il y a en France et en Angleterre une tendance à assimiler la position du Sud à celle de la Pologne qui, dépouillée des deux tiers de ses anciennes possessions, et réduite à un simple duché est encore considérée par ses droits constitutionnels, par la magnanimité et le courage dont elle a fait preuve dans sa résistance à la Russie, comme ayant droit à une existence nationale, distincte et séparée. Dans ce cas l'opinion des deux nations, n'est pas basée sur la somme de puissance dont les Polonais disposent, mais sur un simple droit moral. Le gouvernement intéressé dans le code des nations sous le nom d'indépendance des nationalités. Le principe, en vertu duquel la France et l'Angleterre sont déterminés à agir, une fois connu, il n'est pas difficile de voir quelle sera leur politique à l'avenir.

L'Angleterre pourra attermoyer toute action dans nos affaires aussi long-temps qu'elle jouira du privilège de transporter pour nous nos marchandises, aussi long temps qu'elle nous fournira du matériel de guerre, qu'elle construira des steamers confédérés qu'elle procurera à la Confédération toutes sortes d'objets manufacturés au moyen de ses coureurs de blocus, et en un mot aussi long temps qu'elle fera de l'argent en exploitant nos querelles. Ces considérations la porteront indubitablement à protéger les colonies de l'empereur des Français, non à cause de son manque de sympathie pour le Sud, mais à cause des souffrances qu'éprouverait l'échiquier par suite d'une cessation de la guerre. Mais vienne une diminution du commerce anglais, une menace sérieuse d'invasion du Sud, mais que Charleston, Mobile et Savannah tombent entre les mains des Fédéraux et vous verrez le cabinet Anglais, sinon reconnaitre le Sud, au moins mettre à sa disposition toutes les ressources que son immense puissance commerciale, sous la forme de navires blindés, de corsaires rapides, qui ne sont pas encore sortis par la simple raison que le ministère anglais a toute confiance dans la force du Sud à anéantir le Nord à composition sans la coopération d'aucune puissance européenne.

Le cabinet naturellement fermera les yeux sur toute transaction de cette nature, et, comme dans le cas de l'Alabama, fera valoir son innocence. De cette manière, il servira le Sud plus efficacement que par une guerre ouverte, et ceux qui ont confiance en cette politique pourront faire en Angleterre les agents du gouvernement fédéral.

DESTRUCTION DE STEAMBOATS — Un correspondant du St Louis *Republican*, écrivant de Vicksburg, dit que près de quarante bateaux à vapeur ont été détruits depuis le commencement de la guerre, sur le Mississippi, l'Arkansas, l'Yazoo et la Rivière Rouge.

ENRÔLEMENT DE NEGRES POUR LE SUD—Une lettre de Richmond prétend que l'objet de la mission de M. Stephens à Washington était de prévenir le président Lincoln que les insurgés avaient l'intention d'armer les nègres et de détourner de ses plans de guerre contre la Confédération en lui traçant d'avance le tableau des horreurs qui seraient commises par voie de représailles.

L'auteur de la lettre estime que sur les quatre millions d'esclaves (nombre où ne sont pas compris les vieillards et les dégrivoués de tout propriétaires ne déclarant pas aux assesseurs) il y a 740,000 nègres très capables de porter les armes.

Nous lisons dans les journaux de Paris :

L'Empereur a reçu, à l'occasion de la reddition de Marico, les félicitations de LL. MM. le roi et la reine d'Espagne, de S. M. le roi de Prusse et de S. M. le roi des Pays-Bas.

LE ROI DES BELGES.

On lit dans le journal l'*Europe* :

On se rappelle le rôle éminemment pacificateur que le roi Léopold a joué dans la conflit anglo-brésilien. On se rappelle aussi la teneur de la sentence arbitrale prononcée dans cette affaire par le profond et vénérable monarque des Belges.

La reine Victoria a adressé, il y a quelques jours, au roi Léopold, une lettre autographe pour le remercier de son intervention bienveillante dans le conflit anglo-brésilien.

On nous cite même de cette lettre le passage caractéristique que voici :

"L'exécution exacte de votre jugement par mon gouvernement vous fournira une nouvelle preuve de notre respect pour votre auguste personne.

Jamais éloge ne fut plus délicatement rendu à un prince, et rarement un prince l'aura aussi bien mérité que le roi Léopold.

LE MONDE PARISIEN.

Paris accomplit depuis quelques jours, sous l'influence d'une horrible chaleur, sa métamorphose annuelle ; il change d'habitudes et par suite, de physionomie. Des voyageurs venus de tous les pays prennent la place des vrais Parisiens ; sur le boulevard des Italiens, on parle anglais, allemand, tartare, chinois, mais peu français, et ce sera ainsi jusqu'à la fin de septembre. Les Français obéissent volontiers à la place aux étrangers ; ils abandonnent leur capitale étouffante pour se rendre aux eaux, où l'étiquette est plus tolérable, et où les costumes sont un peu en rapport avec la température assez accablante dans le meilleur monde. Les toilettes, du reste, sont aussi excentriques que possible. Les hommes ont des pantalons larges, des chemises de soie de toutes couleurs, des cravates de grandeur démesurée par ses dimensions et de couleurs d'une fantaisie outrée. J'oublie le chapeau ; on a remplacé au panama, qui en a jamais décidé par les petits chapeaux gris ou noirs et écrus ce en soie ; la forme suit le cas prise de chaque dandy.

Les femmes de leur côté ne le cèdent en rien en fait d'extravagance ; elles ont adopté comme grande toilette le costume suivant: robe en soie, en popeline ou en alpaca blanc, composée d'une upe très longue, bordée dans le bas ou garnie d'*ornements* en roches de soie de couleur claire; une veste Figaro très courte, ornée, en harmonie avec les garnitures de la jupe, et une large ceinture garibaldienne en soie, frangée de chenilles et nouée sur le côté, complète ce petit costume ; la chemise bouffante est en vieille guipure de Venise.

Les formes de chapeaux sont à l'infini : il y a l'*Incroyable*, le *Cologny*, le chapeau *Mademoiselle*, le *Henri III*, qui donne une crânerie mutine aux jeunes visages, et la *Watteau*, qui voile les regards et leur donne une rêverie poétique.

Avec toutes ces inventions de la mode, il n'y aura plus que de jolies femmes !

Les affaires du Japon.

On lit dans *la France* :

" Plusieurs des principaux organes de la presse de Londres annoncent que la France et l'Angleterre viennent d'adopter une politique commune au Japon. Ils semblaient indiquer qu'il s'agirait d'une expédition semblable à celle qui a eu lieu en Chine.

Cette appréciation est complétement inexacte. Le contre miral Jaurès, qui commande notre division navale, s'est entendu avec le contre-amiral Kuper, de la marine royale britannique, pour intervenir au Japon, dans le seul but de protéger les sujets des deux nations ; il a même envoyé le transport à vapeur la *Dordogne*, à Shanghai, pour ramener de Chine une compagnie d'infanterie, mais l'action commune ne doit pas dépasser le but que nous indiquons.

" Quant à une expédition directe au Japon, quoi qu'en disent les journaux anglais, elle est tout à fait en dehors des questions actuelles.

—Il ne se fait presque rien dans les traites pour l'étranger et nous notons encore aujourd'hui : 144 à 149 et 150 à 151 pour or ; 77¼ à 78 les francs. Les espèces sont faibles. Or, 34 à 36¾ pour cent de prime ; argent, 36 à 37¼. De petites sommes seulement ont changé de mains.

FEUILLETON.

JEAN DIABLE

PAR PAUL FÉVAL.

LE PROCES CRIMINEL.

VI

HUITIÈME ÉTAGE. — *Suite.*

M. Temple mettait sous ses efforts à écouter, mais le sens précis des paroles prononcées lui échappait, parce qu'une idée bizarre et soudaine avait traversé son esprit, portant au comble la confusion de son cerveau. Jean Diable était là dedans! Que ce fût le cri de sa mante qui voyait partout Jean Diable désormais, ou qu'en effet la voix de la vérité même, cette voix, évoquant un fantôme. Pourquoi ne démasquait-il pas cet enfant de vingt ans qui avait besoin de lui? D'où venait encore ce mirage qui, déjà une fois, avait trompé sa vue? Alistair, qui croire au prince Alexis Orloff, maintenant que ce personnage était là sous ses yeux, disant :

" Me voici. Etait-ce la l'homme qui avait laissé à la gorge de Constance Bartolozzi cette meurtrissure horrible?

Il regardait le jeune comte Bathm avec des yeux effarés et troublés, parce que la pensée du surnaturel qui avait essayé plusieurs fois de naître en lui frappait à coups redoublés au seuil de sa cervelle. Il était homme de ce cela : il avait passé sa vie à vanter la rigueur de son positivisme, mais ses fanatiques le savaient sceptique, et ses adversaires du chiffre moral, ces Barèmes qui vont additionnant et pondérant les colonnes des probabilités, sont précisément toujours près du rêve. Leur instrument possède une puissance réelle, puisqu'il arrivent à un produit positif, mais ils y soudissent l'aiguille, un point de départ, de l'épaisseur d'un cheveu, et vous les verrez atteindre facilement aux erreurs les plus fantastiques.

Gregory Temple regardait le jeune comte Bathm, parce qu'il se demandait s'il n'y avait pas là quelque diabolique illusion. Où pouvait s'arrêter l'audace de Jean Diable ou son pouvoir? Depuis trois mois, lui, M. Temple, se marchait il pas environné d'impossibilités et de sorcellerie?

N'était il pas le jouet d'un prestidigitateur prodigieux dont l'habileté trompait non seulement son intelligence, mais encore ses sens?

Il regardait Frederic Bathm parce qu'il se disait : C'est peut-être Jean Diable!

Mais ces longs cheveux noirs soyeux et bouclant leurs gracieux anneaux sur un front de femme ; mais ces grands yeux langoureux, et cette pâleur si belle, mais si fatale, que nul artiste ne saurait produire !

Non, celui là n'était pas James Davy, et les souvenirs de prison de Versailles se fermaient sur Henri de Belcamp.

Mais il y avait un être infiédé à Jean Diable qui était en quelque sorte sa seconde lucarne, son, celle que la légende lui donnait pour mère, la belle Irlandaise aux